

Source : <https://diacritik.com/2018/10/17/ecologie-les-consequences-avant-les-causes-et-la-dictature-verte/#more-36442>

Téléchargement 17 10 2018

Aurélien Barrau 17 octobre 2018

## Écologie : les conséquences avant les causes et la dictature verte...



C'est un lieu commun : face à un drame, il faut identifier les causes et les traiter. Rien ne sert, on le sait bien, de se morfondre sur les conséquences. Et si, pour une fois, il fallait justement inverser cette logique ?

Le fait est là : nous sommes en plein désastre. Réduction des espaces naturels, pollution, réchauffement climatique... la vie sur Terre va très mal. Sauf à faire preuve d'un obscurantisme criminel, plus personne ne le nie. La constat est, pourrait-on dire, consensuel.





Réchauffement climatique: Aurélien Barrau, météorite médiatique?

En deux vidéos et une tribune dans la presse, l'astrophysicien est devenu la nouvelle icône de la lutte contre le réchauffement climatique.

lexpress.fr

Tout au contraire, l'analyse sur les remèdes révèle un profond dissensus. J'ai eu l'occasion de le constater récemment suite à mes [quelques prises de positions écologistes](#) (auxquelles j'ai très rapidement mis un frein, ayant dit ce que j'avais à dire sans qu'il soit utile de le tourner en boucle). Elles ont suscité des réactions critiques, en particulier chez les militants de la cause écologiste. Le cœur des reproches tient à ce que je ne me serais pas attaqué explicitement à la « vraie cause » du problème.

Évidemment, il n'y a pas unanimité sur la « vraie cause » ! Pour certains, il s'agit du capitalisme, pour d'autres du néolibéralisme. Pour d'autres encore de la démographie, de la religion, du patronat, du manque d'éducation, des multinationales, de la nature humaine, etc. Il va sans dire que chacun a de solides arguments.

“

## Face à une situation sans précédent, il faut inventer des modes d'être sans précédent

Je pense que, pour une fois, il pourrait être plus sain, plus simple, plus efficace de s'attaquer aux conséquences. De renverser la manière usuelle et rationnelle de procéder. Commençons par les actes et voyons le système qui permet de les mettre en place. Il *faut* diminuer drastiquement les émissions de CO<sub>2</sub>, la déforestation, l'utilisation du plastique, la consommation de viande ... Et si on commençait par le faire ? Sans idéologie. En tâtonnant et en inventant, au fur et à mesure, le cadre qui permet d'y parvenir. Le geste, parfois, précède la conceptualisation. Cela peut être dangereux. Mais face à une situation sans précédent, il faut inventer des modes d'être sans précédent.

D'un point de vue purement pragmatique, nous n'avons pas le choix. Pour le meilleur ou pour le pire – chacun se positionnera suivant ses convictions – le capitalisme ne va pas disparaître demain. Alors,

on fait quoi ? Rien ? Peut-être faut-il simplement commencer par la fin, c'est-à-dire par la vie. Choisissons de ne pas mourir, faisons-le, et imposons au « système » de s'adapter *a posteriori*. Il est extrêmement difficile de choisir *ex abstracto* le meilleur ensemble de règles et plus encore de s'accorder sur celui-ci. Parier sur le grand soir est perdu d'avance. En revanche, il n'est ici pas si difficile de trouver un accord sur les actions à mener. Donnons-leur, si l'on peut dire, valeur d'essence. Reversons le syllogisme mortifère.

Ma conviction propre est qu'en effet cette mutation écologique ne peut que s'accompagner, pour fonctionner, d'une évolution sociale puissante dans le sens du partage et de la redistribution. Mais il me paraît plus raisonnable et plus efficace d'y parvenir – si possible rapidement – parce que cela s'imposera de soi que de le poser en prémisse nécessaire. L'injustice des inégalités humaines est, hélas, bien connue depuis trop longtemps et n'a manifestement *pas* engendré de révolution majeure. Peut-être est-ce l'urgence écologique qui imposera, à revers, un peu de raison dans l'économie des hommes. Un zeste d'espoir.

Cette question n'est pas entièrement hétérogène à celle de la liberté. Un autre point sur lequel j'ai été largement critiqué parce que j'ai évoqué des mesures coercitives ou contraignantes. « La liberté n'est pas négociable » m'a-t-on objecté de façon récurrente. Étrange ! Comme si la situation actuelle était parfaitement libertaire... ! Notre quotidien est nervuré de privations de liberté. Pour le meilleur. Je ne suis pas libre de calomnier publiquement un adversaire intellectuel, je ne suis pas libre d'agresser un passant, je ne suis pas libre de maltraiter mes enfants. Et heureusement. Ces privations locales de liberté sont ce qui permet une liberté globale du groupe social. Je ne suis pas libre de conduire à 150 km/h en ville ... ce qui permet aux piétons de demeurer libres de vivre ! Il est tout de même étonnant que les entreprises soient protégées par d'innombrables lois mais que la vie sur Terre ne le soit presque pas. Bientôt, les épisodes caniculaires nous empêcheront de sortir de chez nous. Voilà une immense privation de liberté qui mérite peut-être de petits efforts pour être endiguée. Pourquoi nos agressions contre le bien commun essentiel – et même vital – que constitue la Nature et ses habitants devrait-il échapper à toute régulation alors même que tous les segments de l'activité humaine sont heureusement encadrés par des règles ? Et décider conjointement que les pires agressions « contre la vie » ou « contre la Terre » ne sont plus autorisées relève moins d'un ascétisme assumé que d'un authentique réenchâtement revendiqué. Il ne sera pas triste, tout au contraire, d'inventer un rapport apaisé et respectueux au vivant. Là encore, commençons par l'action – volontaire quand c'est possible, imposée quand c'est nécessaire – et nous verrons quel système la rend le plus aisément possible.

Évoquer le risque d'une « dictature verte » (et cela fut fait) relève de la plaisanterie. Personne ne souhaite évidemment cela ! Accorder quelques droits aux prisonniers de guerre durant les conflits armés ne revient pas à en faire des dictateurs, mais simplement à assurer leur survie dans une situations où ils sont drastiquement opprimés, humiliés, dégradés. Voilà ce dont il est question aujourd'hui : redonner aux forces vitales de la planète l'embryon de « droit à être » qui leur fait cruellement défaut. Pour qu'un avenir soit simplement possible. Y déceler un fascisme écologique ne peut être compris que comme une mauvaise blague.

## Inventons une césure à la démesure de l'enjeu

Ne nous tirons pas, une fois de plus, une fois de trop, une balle dans le pied. La tentation de rabattre le combat écologique sur nos « autres » convictions (politiques, économiques, éthiques, scientifiques ...) et de l'utiliser pour les défendre ou les soutenir est évidemment immense. Elle traverse chacun de nous. C'est une attitude qui peut être honnête et sincère. Mais je crois qu'il faut la dépasser. Parce qu'on le sait d'avance : sur tout cela, on ne parviendra *pas* à se mettre d'accord. On peut le déplorer mais c'est, pourrait-on dire, un fait. Il n'est plus possible de continuer à agiter nos rengaines « je le savais bien, ça devait arriver parce que mon analyse sociétale montre que c'est une conséquence inévitable de... ». Prenons sur nous. Inventons une césure à la démesure de l'enjeu.



Sur le point très particulier de la sauvegarde de la vie terrestre, celui dont il est ici question, et sur les actes concrets à mener pour endiguer le pire de ce qui se joue, il n'est pas trop difficile de nous accorder. Commençons par ici. Voilà le seul *arkhè* (origine, fondement, commencement) sur lequel on doit pouvoir s'entendre. Tentons un geste *métapolitique* ou *infraéconomique* : le problème, démesuré, n'entre plus dans les cadres connus et explorés de notre longue histoire.

Nos combats sont (parfois) légitimes et (souvent) essentiels. Mais si celui pour la Vie est perdu, aucun autre ne pourra plus être mené. Commençons par celui-ci et menons-le en commençant par traiter les conséquences. Aussi inhabituel et apparemment superficiel cela soit-il, je crois que c'est notre seule chance.

